

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Il est grand temps de fermer le casino !**

# **La crise financière et les postures de Sarkozy**

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 24 octobre 2007

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Samedi 15 septembre, malgré un prêt d'urgence accordé par la Banque d'Angleterre à la Northern Rock, des centaines de déposants faisaient la queue devant les agences de cette banque pour retirer leur épargne. A Londres on leur distribuait des friandises mais dans d'autres villes, un tract leur rappelait que les 2 000 premières livres sterling étaient garanties à 100 % et les 33 000 suivantes à 90 %... De quoi inspirer confiance au moment où la grande presse britannique multipliait les photographies de ces files d'attente. La crise financière ouverte par la crise des " subprime " aux États-Unis n'est donc pas terminée, même si personne ne peut prévoir les rythmes de son évolution.**

La crise des " subprime " a commencé lorsque des milliers de salariés pauvres américains, coincés entre la stagnation des salaires et la hausse des taux d'intérêt, ont dû renoncer à rembourser leurs prêts immobiliers. Leurs logements ont été vendus aux enchères et les prix de l'immobilier qui avaient commencé à chuter depuis plus d'un an ont accéléré leur dégringolade.

Les organismes prêteurs avaient " titrisé " ces prêts, considérés comme à risque et, pour cette raison, classés dans la catégorie des " subprime ". Ils ne les avaient donc pas gardé dans leur bilan mais les avaient mis en circulation, mêlés à d'autres créances sur le marché financier. Les banques, les fonds spéculatifs s'étaient rués sur ces titres et en avaient niché un peu partout, telles des termites, jusque dans bien des SICAV dites " sans risques ".

## De la crise immobilière à la crise boursière

Vendredi 10 août, tout s'est accéléré. Aux États-Unis, en Europe, les banques ne se prêtaient plus entre elles qu'avec une extrême réticence. Elles avaient peur de ne pas être remboursées si leurs emprunteurs étaient trop engagés dans l'immobilier américain. La crise immobilière s'était transformée en crise bancaire.

Après ce " vendredi noir ", malgré les interventions massives des banques centrales les craintes se sont étendues à toutes les opérations de crédit.

Les grands investisseurs qui détenaient une bonne part des actions des fonds engagés dans le crédit immobilier ont vendu leurs actions dont le cours s'effondrait. Ils ont également vendu une partie des actions des grands groupes bancaires qu'ils détenaient : la valeur de ces actions baissait alors rapidement.

Pour compenser leurs pertes dans ces secteurs, ces grands investisseurs se sont alors mis à vendre des actions dans d'autres compartiments du marché financier. Ces ventes ont entraîné une baisse générale des cours boursiers. La panique a commencé à s'emparer des marchés financiers : ces baisses ont fait boule de neige et entraîné de nouvelles baisses des cours.

## La crise bancaire était devenue une crise boursière

Les nombreux fonds qui avaient investis dans l'immobilier américain ont commencé à vendre leurs valeurs mobilières sur les marchés européens et asiatiques, afin de trouver des liquidités.

La crise née aux États-Unis s'étendait à l'ensemble des places boursières de la planète. C'est l'une des joies de la

mondialisation libérale et de la totale liberté de circulation qu'elle accorde aux capitaux. Les postures de Sarkozy :

Sarkozy a d'abord tenu les discours d'usage après chaque crise financière (1987, 1997, 2001...) : il faut que les marchés financiers soient plus " transparents ". Mais comme après chaque crise, les marchés financiers seront chargés d'organiser eux-mêmes leur propre " transparence ". En France, en 1982, c'était le CNPF qui en avait été chargé !

Rien ne changera donc car rien ne pourra changer sans remettre en cause la mondialisation libérale et ses conditions mêmes d'existence : les paradis fiscaux où la plupart des fonds spéculatifs ont leur siège social, la fuite en avant dans des innovations financières de plus en plus risquées...

Sarkozy, ensuite, s'en est pris à la Banque Centrale Européenne (BCE). Il a trouvé " curieux " que La BCE mette d'importantes sommes d'argent à la disposition des banques mais n'abaisse pas en même temps ses taux d'intérêt pour soutenir la croissance.

Il ne semble pas bien avoir compris le problème posé par la crise financière. A partir du moment où les banques refusaient de se prêter de l'argent entre elles, les banquiers centraux étaient placés devant le dilemme suivant : soit laisser s'effondrer le système bancaire et l'économie mondiale, soit accorder des liquidités aux banques. Et les banquiers centraux ont cédé et accordé les liquidités. Ils ne pouvaient pas faire autrement : ils étaient " piégés " par la mondialisation financière qui a donné un tel pouvoir aux détenteurs de capitaux et notamment aux banques qu'ils sont maintenant capables de prendre l'ensemble de l'économie mondiale en otage.

Mais en accordant ces liquidités, les banquiers centraux ont pris le risque énorme de relancer la machine spéculative. Pourquoi, en effet, les banques se gênaient-elles, l'impunité leur étant assurée ? En prenant des risques aussi ahurissants que ceux pris sur les " subprime ", elles savent qu'elles peuvent amasser des profits colossaux. Elles savent aussi qu'en cas de difficultés, les banquiers centraux seront obligés de leur sauver la mise et mieux, injecteront tellement de liquidités qu'ils pourront recommencer, ailleurs, à gonfler d'autres bulles spéculatives. Ce sont d'ailleurs les liquidités injectées par la FED après la crise des valeurs liées aux " nouvelles technologies " qui avaient permis le gonflement de la bulle immobilière qui éclate aujourd'hui.

Baisser les taux d'intérêts comme le réclame Sarkozy permettrait certes de soutenir la croissance mais donnerait, en même temps, un coup de fouet à la spéculation. Sarkozy ne semble pas, en effet, se rendre compte que les taux d'intérêt de la BCE sont les mêmes pour les investissements productifs et pour les spéculateurs.

Si sa prise de position ne relevait pas simplement de la posture, il devrait aller au bout de sa logique et revendiquer (comme le propose Frédéric Lordon) la mise en place de deux taux d'intérêts : un pour l'investissement productif et un autre pour l'investissement financiers. Il devait aussi, en toute logique exiger que les banques commerciales (celles qui sont en contact avec l'économie réelle) soient strictement séparées des banques d'investissements (avant tout spéculatifs) comme c'était le cas avant le déchaînement de la libéralisation financière.

## Empêcher les marchés financiers de nuire

Aujourd'hui, la domination du capital s'appuie sur l'extrême mobilité des capitaux qui peuvent quitter, sans le moindre obstacle ou contrôle, un pays, une entreprise et ainsi ruiner une économie (le Mexique en 1994, l'Argentine en 2000) ou réduire d'un seul coup des milliers de salariés au chômage. Cette domination place l'économie mondiale en permanence au bord du gouffre, à la merci d'une crise systémique, d'un tsunami mondial comme celui de 1929 dont

les premières victimes seraient le salariat et la paysannerie pauvre. La crise financière actuelle indique clairement qu'il faut mettre fin à cette situation qui ne laisse pas d'autre choix que l'effondrement de l'économie mondiale ou l'encouragement à continuer de plus belle donné aux spéculateurs par les Banques centrales.

Les gesticulations de Sarkozy ne cacheront pas longtemps l'évidence : il est grand temps de fermer le casino. Les marchés financiers doivent être contrôlés, encadrés démocratiquement. Cela signifie la suppression des paradis fiscaux, la possibilité pour les Etats d'Etat d'imposer un contrôle des changes et des mouvements de capitaux, l'instauration d'une taxe (du type de la taxe Tobin) qui entrave la libre circulation des capitaux spéculatifs, une réorganisation du système bancaire qui sépare strictement banques commerciales et banques d'investissements.

Le rôle de l'Union Européenne pourrait être déterminant dans ce processus. Mais il faudra pour cela remettre l'Union européenne sur ses pieds car l'Acte Unique européen de 1986 est l'acte fondateur de la libéralisation financière : il interdit toute entrave à la circulation de capitaux à l'intérieur de l'Union Européenne mais aussi entre l'Union Européenne et le reste du monde.

## L'avenir de la crise et ses conséquences

Les déséquilibres économiques, monétaires et financiers à l'origine de la crise n'ont pas été résorbés, au contraire. Pourtant ces déséquilibres et notamment le siphonage d'une grande partie de l'épargne mondiale pour compenser l'énorme déficit commercial américain (6,5 % du PIB des Etats-Unis) constituent un danger permanent pour l'économie mondiale.

Plusieurs organismes de crédit hypothécaire à risque ont fait faillite, d'autres le feront demain. Les fonds de placement ont essuyé 200 milliards de perte. Mais les premiers touchés sont les salariés des Etats-

Unis : les centaines de milliers qui ont perdu leur logement ou qui sont licenciés par l'industrie du bâtiment, les banques ou les fonds de placement en difficulté.

Le dégonflement de la bulle immobilière américaine aura forcément des effets sur la croissance des Etat-Unis car ses effets réduiront beaucoup plus lentement que ceux d'une simple bulle boursière. Les programmes de construction en cours ne s'arrêteront pas mais continueront encore pendant des années. Les acheteurs, quant à eux, attendront que les prix baissent encore plus. Le Japon n'en a pas encore fini avec les répercussions sur son système bancaire de la crise immobilière de 1990.

## L'une des premières conséquences sera de diminuer la consommation

des ménages américains. Ils voyaient la valeur de leur logement augmenter tous les jours se croyaient riches et consommaient. D'autant, qu'aux Etats-Unis, le crédit hypothécaire permet d'emprunter non seulement pour acheter un bien immobilier mais aussi des automobiles, des téléviseurs ou des ordinateurs. Une baisse de la croissance américaine, à fortiori une récession, réduirait les débouchés commerciaux de la Chine, du Japon, de l'Asie et de l'Europe. Elle aurait des conséquences négatives sur toute l'économie mondiale. Le dégonflement de la bulle immobilière au Royaume Uni accentuera le phénomène. Les banques, les compagnies d'assurance (aux Etats-Unis, en Europe...) se referont une santé financière sur le dos de leurs clients en augmentant leurs taux, leurs commissions et leurs primes. Cela ne pourra que ré

duire la consommation et donc la croissance. Les prévisions de croissance dans notre pays sont très mauvaises : 1,5 % à 1,8 % en 2007, au lieu des 2,25 à 2,50 % prévu par le gouvernement Sarkozy.

La croissance de 0,3 % seulement au 2ème trimestre ne peut laisser aucune illusion à ce sujet. Dans ces conditions, le déficit public (Etat, Sécurité sociale), déjà creusé par les 15 milliards de cadeaux fiscaux faits aux nantis et par les exonérations de cotisations sociales ne pourra qu'augmenter. Les attaques du Gouvernement de droite contre les salariés vont donc s'accroître après les mauvais coups de l'été : assurance-maladie, retraites, TVA anti-sociale, CDI, droit du travail, droit de grève...

**Jean-Jacques Chavigné**, le 17/09/2007